

Disons tout de suite que ni la critique de la façon de préparer l'action en juin et des formes choisies, ni la décision de centrer ensuite la campagne du Parti autour des revendications élémentaires des masses et des libertés démocratiques, contenues dans le rapport Fajon n'étaient en soi erronées. L'autocritique de l'incroyable aventurisme bureaucratique de la direction et la nécessité de reprendre le contact avec les masses à un niveau d'activité plus bas, étaient des points positifs. Mais l'explication de la non mobilisation des masses et la manière de la surmonter à la longue, étaient fausses car elles niaient à nouveau l'importance — soulignée cependant dans les directives de Thorez — de lier la perspective socialiste et les solutions politiques de classe aux luttes élémentaires des masses afin précisément de rendre celles-ci possibles, de les amplifier et les hisser à des niveaux supérieurs. On ne mobilisera les masses ouvrières ni contre la guerre ni pour aucun autre objectif politique de parti si on leur cache la perspective socialiste et si on ne les éduque pas par avance et constamment sur une ligne politique de classe.

Glissant davantage sur la même pente opportuniste droitier, le Comité Central des 4 et 5 septembre dernier a amplifié les thèmes droitiers du rapport Fajon en élargissant le **Front National uni** que Duclos a préconisé jusqu'à certains milieux de la bourgeoisie elle-même, et en reléguant la perspective socialiste au domaine exclusif de la propagande, détachée des campagnes immédiates du parti.

En réfléchissant au chemin parcouru depuis la discussion du Bureau Politique du 17 avril, préparatoire de l'article Billoux, jusqu'au Comité Central de septembre, on est forcément amené à se demander à quelles raisons plus profondes et à quelles initiatives plus décisives que celles de Billoux, Fajon ou Duclos il faut attribuer cette extraordinaire danse de positions. Est-ce un changement provoqué par les facteurs intérieurs propres à l'évolution des événements en France depuis avril, ou par de nouvelles directives venues de Moscou ? Dans quelle mesure la crise intérieure de la direction du P.C.F. telle qu'elle apparaît maintenant à travers l'affaire Marty-Tillon et qui sévissait depuis longtemps a-t-elle influencé, elle aussi, cette évolution ? Naturellement il est difficile de s'exprimer avec certitude dans ce domaine où on ne peut simplement que conjecturer.

Les directives de Thorez auxquelles s'était rallié à l'unanimité le Bureau Politique en avril étaient claires et fermes. Emanant du leader principal du Parti séjournant à Moscou, elles avaient un poids particulier et on doit normalement les interpréter comme exprimant à ce moment les résultats de la réflexion de Thorez qui avait sans doute pris préalablement aussi la température du Kremlin. Est-il possible que Thorez ait changé entre avril et juin, ou même entre avril et septembre, ou que

Moscou ait changé entre temps ? Il n'est pas exclu que les flottements manifestés par la France précisément dans cette période au sein de la coalition atlantique aient joué effectivement un certain rôle (5) dans ce sens, et que par exemple l'élément des « divergences » et des « contradictions se développent chez les capitalistes » (6) que Thorez soulignait déjà, lui apparût à nouveau comme si important qu'il justifiait l'« appel à tous les Français qui, sans vouloir le socialisme, sont hostiles à la guerre, l'occupation américaine, le fascisme, la misère, à joindre les efforts aux nôtres pour le triomphe de l'indépendance nationale, large gouvernement dans démocratie » (7). Il ne faut pas oublier qu'on envisage sérieusement dans les milieux capitalistes l'éventualité d'une non ratification des accords germano-alliés par le Parlement français et la chute du gouvernement Pinay sur cette question. Et que d'autre part les bruits persistent sur des conversations secrètes franco-soviétiques au sujet de l'Allemagne.

L'opportunisme stalinien trouve naturellement dans cette perspective un nouvel aliment que vient renforcer l'inactivité relative actuelle des masses françaises. D'autre part leur non mobilisation effective lors des événements de juin, loin de servir à démontrer à la direction du P.C.F. la nécessité d'une ligne politique de classe claire et ferme, a été au contraire interprétée par l'aile droitier des bureaucrates petits bourgeois comme une désapprobation du tournant à « gauche » par les masses. A ce propos ils ont été en réalité, comme nous l'avons noté déjà, plus sensibles aux arguments et à la pression de leurs alliés petits bourgeois qu'aux véritables causes de la non mobilisation des masses ouvrières.

Il y a enfin l'incidence possible de la crise au sein de la direction stalinienne sévissant depuis quelques années déjà.

Bien que personne ne connaisse encore les véritables positions de Marty et de Tillon exposées par eux-mêmes, il apparaît par les critiques qu'on leur adresse et surtout par cet étonnant document d'accusation qu'est le rapport Mauvais (8), fabriqué avec tant d'art subtil par des maîtres bureaucrates, que leur tendance au sein du Comité Central et du Parti représente en réalité l'expression — certes déformée mais dans une large mesure consciente — d'une aile gauche de ce parti et du mouvement des masses qu'il influence.

Cette aile se développa sur une base, ne fut-ce que partielle, tirée de l'expérience faite par une série d'éléments, y compris des ali-

(5) Mais que le rapport Fajon a renforcé au détriment de l'accent essentiel mis par Thorez sur la mobilisation et les perspectives de classe.

(6) « Cahier J. Duclos ».

(7) Ibid.

(8) **France-Nouvelle**, 27 septembre 1952.